



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 28/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAINT BENOIT MECANIQUE**

849 impasse d'Athenes  
82000 Montauban

Références : JR/2024-1178  
Code AIOT : 0003704322

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2024 dans l'établissement SAINT BENOIT MECANIQUE implanté 849 impasse d'Athenes 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 29/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Il s'agit de la première visite, dite de recollement, depuis la délivrance de l'arrêté d'autorisation initial du 10 mars 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT BENOIT MECANIQUE
- 849 impasse d'Athenes 82000 Montauban
- Code AIOT : 0003704322

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Saint Benoît Mécanique (SBM) exploite sur le territoire de la commune de Montauban dans la zone d'activité Albasud II, un établissement spécialisé dans la production de pièces métalliques. Celles-ci sont ensuite assemblées dans l'usine voisine MAF AGROBOTIC. L'établissement est soumis à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement au titre de ses activités de traitement de surface des métaux par décapage/passivation, de l'utilisation de substances liquides de toxicité aiguë de catégorie 1, et de ses activités d'application de peinture et de travail mécanique des métaux. L'établissement bénéficie d'un arrêté d'autorisation daté du 10 mars 2023 et est soumis à la directive Directive Européenne IED (Industriel Emission Directive) sur les émissions industrielles.

#### Contexte de l'inspection :

- Récolement

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 3.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	déchets	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	rétenion et de confinement	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.4	Demande d'action corrective	3 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 2.1.1	Sans objet
3	Rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 3.3	Sans objet
4	Séparation rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 3.2.1	Sans objet
6	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 4.1.2	Sans objet
8	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.1	Sans objet
12	Organisation incendie	Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant a tenu les engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et assure une gestion rigoureuse de ses obligations au titre de la réglementation ICPE. Il est néanmoins attendu un certain nombre d'actions correctives, notamment concernant la gestion des déchets, l'entretien du site et le stockage des produits susceptibles de créer une pollution. L'inspection doit par ailleurs transmettre des éléments complémentaires relatif au contrôle des rejets atmosphériques, de la détection incendie et porter à la connaissance du Préfet les modifications apportées au projet par rapport au dossier déposé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 2.3.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<i>L'exploitant assure une surveillance des paramètres visés à l'article 2.2.1.1 dans les conditions suivantes :</i>		
<b>N° de conduit</b>	<b>Installations raccordées</b>	<b>Fréquence de contrôle minimale</b>

Conduit N°1	Soudage	semestrielle
Conduit N°2	Grenaillage	
Conduit N°3	Dégraissage	
Conduit N°4	Four de séchage (après dégraissage)	
Conduit N°5	Cabines de peinture	
Conduit N°6	Four de cuisson (après peinture)	
Conduit N°7	Décapage/passivation	

Par ailleurs, durant les deux premières années de fonctionnement l'exploitant assure une surveillance des paramètres suivants à une fréquence semestrielle :

Pour les conduits 3 et 4 :

- CAS 90622-58-5 : Hydrocarbures en C11-C13, Isoalcanes, <2% aromatiques
- CAS 2568-90-3 : 1,1'-[méthylènebis(oxy)]dibutane

L'exploitant transmet dans les deux mois suivant la fin de cette campagne de mesure un bilan évaluant la nécessité de maintenir une surveillance pérenne de ces paramètres et d'actualiser l'évaluation des risques sanitaires.

L'exploitant s'assure de la représentativité des campagnes de mesures qui ne devront pas intervenir rapidement après le changement périodique des filtres.

Pour l'installation de décapage/passivation, la surveillance des émissions dans l'air des substances respecte les conclusions du BREF STM (conditions de prélèvement et d'analyse, fréquence).

L'exploitant fournit à l'autorité compétente régulièrement et au moins une fois par an les résultats de la surveillance des émissions.

#### Constats :

L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection un courrier de l'APAVE daté du 7/10/24 confirmant la réalisation des mesures sur les différents points de rejets atmosphériques le 30 juillet 2024 et indiquant être en attente des résultats.

L'exploitant précise que contrairement à ce qui est indiqué dans le dossier de demande d'autorisation environnemental et repris dans l'arrêté, il y a 9 points de rejets et non 7 (deux rejets

pour les cabines de peinture au lieu d'un et deux rejets pour le four de séchage au lieu d'un). Par ailleurs l'exploitant a précisé qu'une machine de découpe laser, non prévue dans le dossier initial, a été installée (pas de rejet à l'extérieur).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant :

- de transmettre les résultats d'analyse dès réception, accompagné le cas échéant des actions prévues en cas de dépassement des valeurs limites d'émission ;
- de régulariser l'ensemble des modifications apportées aux installations par rapport au dossier de demande d'autorisation au travers d'un dossier de porter à connaissance auprès du préfet avec l'ensemble des éléments pour apprécier leur caractère substantiel (article R181-46 du Code de l'environnement).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Traitement des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement des rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Un planning des opérations de maintenances des dispositifs de traitement des rejets est établi et la réalisation de ces opérations de maintenances est consignée.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection le registre de maintenance des conduits qui précise :

- la fréquence des opérations (2 fois par an)
- les numéros de conduit, les installations raccordées, le mode de traitement.

Le registre permet de noter la date d'intervention, le remplacement éventuel du filtre, les observations et le visa du vérificateur.

La dernière date de vérification mentionnée pour les conduits est le 19 août 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Rejets eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Les effluents rejetés respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) :

<p>Point de rejet référencé n°1</p> <p>Débit maximal journalier : 808 m3/j</p> <p>pH : 5,5-8,5 ;</p> <p>température : &lt; 30 °C</p> <p>matières en suspension : 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;</p> <p>DCO : 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 50 kg/j, 125 mg/l au-delà ;</p> <p>DBO5 : 100 mg/l.</p> <p>hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</p> <p>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans « un avis publié au Journal officiel ». Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'inspection le rapport de contrôle des rejets d'eaux pluviales du 20 août 2024 établi par la société APAVE.</p> <p>Les paramètres mesurés et les valeurs sont conformes à l'article 3.3 de l'arrêté d'autorisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Séparation rejets eaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 3.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation rejets eaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté une étude technico économique visant à séparer les eaux pluviales de toiture des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les eaux pluviales de toiture étaient bien séparées des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et a présenté un plan des réseaux.</p> <p>L'étude technico économique visant à séparer les eaux pluviales de toiture des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est donc sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant procède deux fois par an (en période de hautes eaux et basses eaux) à l'analyse dans les eaux souterraines des paramètres suivants : pH, potentiel redox, conductivité, Azote Global, nitrites, nitrates, fluorures, Phosphore, métaux (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn + Al, Fe, et Mn), hydrocarbures.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente à l'inspection le rapport de surveillance des eaux souterraines rédigé par l'APAVE et daté du 27 juin 2024. Le rapport mentionne les résultats bruts des paramètres mesurés. L'inspection constate que certains paramètres sont manquants (Hg, Pb, Phosphore, Nitrites, Hydrocarbures).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de faire procéder à des analyses de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'arrêté et de fournir une interprétation des résultats (comparaison à des valeurs de référence, comparaison amont/aval).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Mesures périodiques des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente à l'inspection le rapport de contrôle du niveau de bruit et de l'émergence du 31 juillet 2024 établi par la société APAVE. Les valeurs sont conformes à l'article 4.1.1 et 4.1.3. de l'arrêté d'autorisation. Elles concernent uniquement la période de jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation du stockage sur site



**Prescription contrôlée :**

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités (tonne)
Emballages vides souillés	0,7
Déchets de grenailage	2,1
Poudre de peinture	2,7
Aérosols	0,1
Huiles usagées	1,3
Colles non chlorées	0,2
Solvants non chlorés	2,6
Chutes métalliques	6,6
DIB (papiers, cartons)	5
Concentrats	25,9
Séparateur Hydrocarbures	12
Boues du bassin de gestion des eaux pluviales	20

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection l'état des stocks des déchets présents ainsi que le registre de sortie des déchets ni de Bordereau de suivi de déchets

spécifiques au site.
Il indique que la gestion des déchets est commune avec le site voisin du groupe MAF Agrobotic.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant d'assurer une gestion de ses propres déchets en : <ul style="list-style-type: none"> <li>• tenant un état des stocks des déchets présents pour s'assurer du non dépassement des tonnages maximum ;</li> <li>• tenant un registre entrée/sortie des déchets ;</li> <li>• en établissant des bordereaux de suivi de déchets via trackdéchets pour les déchets dangereux en dehors de ceux remis à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux .</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Dispositions constructives et comportement au feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Le site respecte les dispositions constructives figurant dans l'étude de danger figurant dans la demande d'autorisation susvisée, ainsi que dans la note de synthèse transmise par courrier du 31 janvier 2023 présentant les aménagements supplémentaires destinés à la conformité du local décapage-passivation et au complément de mesures compensatoires pour les dérogations de l'activité « dégraissage-peinture ».</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que la justification que la hauteur des murs est suffisante pour maintenir les flux thermiques dans l'installation.</p>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une attestation de la société ISOLA B Plus de mise en œuvre des travaux de projection de laine de laitier sur les structures aciers et de flocage sur le local cuve et le local bain;</li> <li>• le dossier des ouvrages exécutés pour la plâtrerie ;</li> <li>• le dossier des ouvrages exécutés pour les portes coupe-feu ;</li> <li>• la notice technique du clapet- coupe feu installé. L'exploitant a précisé qu'un seul clapet avait été installé car la deuxième entrée d'air du local passivation a été bouchée ;</li> <li>• le rapport de mise en service du système d'extinction automatique du 06/12/23 fait par la société CHUBB installé sur 3 armoires électriques (local passivation, TGBT, divisionnaire</li> </ul>

côté cabine de peinture)

L'inspection a pu constater lors de la visite la présence du clapet, du système d'extinction automatique, des portes coupe feu, des travaux de plâtrerie et de flocage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Organisation des stockages

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Organisation des stockages

**Prescription contrôlée :**

L'organisation des stockages est conforme à l'étude de danger figurant dans la demande d'autorisation susvisée.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection un plan à jour des stockages indiquant notamment la nature, la quantité maximale et la hauteur de stockage maximale des matières combustibles, des substances dangereuses et des déchets.

La réserve (1 m<sup>3</sup>) de dégraissant est située à l'extérieur des locaux de production, sur rétention.

**Constats :**

L'exploitant a présenté un plan à jour des stockages indiquant les matières combustibles, les substances dangereuses et des déchets.

Le plan ne mentionne pas la quantité ni la hauteur de stockage.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'écart significatif entre ce plan et les stockages réels.

Néanmoins l'inspection a constaté le stockage de produits dangereux en petites quantités dans des armoires sans rétention et non métalliques.

L'inspection a constaté que la réserve de dégraissant est située à l'extérieur des locaux de production, sur rétention (deux cubitainers).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de

- compléter le plan des stockages (ajouter hauteur de stockage / nature / quantité maximale);
- s'assurer que l'ensemble des produits liquides susceptibles de créer une pollution sont sur des rétentions adaptées, compatibles, et le cas échéant dans des armoires adaptées;
- mettre en place une procédure pour s'assurer que le volume de dégraissant ne dépasse pas la valeur fixée dans l'arrêté.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : rétention et de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention et de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une capacité de confinement des eaux d'extinction incendie d'un volume disponible minimal de 830 m<sup>3</sup> assurée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les quais ;</li> <li>- des fossés étanches et un bassin étanche.</li> </ul> <p>Ce volume minimal est disponible en permanence. L'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de ce volume disponible.</p> <p>Les consignes d'urgence reprennent les modalités de confinement, et notamment la fermeture des vannes. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel, affichées et sont régulièrement testées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'inspection la justification du volume disponible de rétention : 173 m3 au niveau des quais, 718 m3 au niveau du bassin, et 182 m3 au niveau des fossés étanches</p> <p>L'inspection constate la présence de fossés et d'un bassin étanche, mais constate la présence de boues en fond de bassin avec de la végétation.</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection les consignes d'urgence (procédure alerte incendie Malte du 22 juillet 2024). Celles ci reprennent les modalités de confinement, et notamment la fermeture des deux vannes (bassin + quai). Sur site, l'inspection constate la présence des vannes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de curer le bassin de rétention et de prendre des dispositions nécessaires pour limiter l'entraînement de boues dans le système de collecte.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, permettant de disposer d'un débit minimal de 360 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, précisés comme ci-après :

- un poteau mobilisable sur la voie publique d'un débit minimal de 96 m<sup>3</sup>/h ;
- un bassin de 260 m<sup>3</sup> au sud de l'emprise SBM disposant d'une aire de mise en aspiration (double). Une aire de retournement empierrée facilite les manœuvres des engins ;
- une réserve aérienne commune, de 300 m<sup>3</sup>, sur le site MAF AGROBOTIC voisin.

Cette réserve métallique aérienne est équipée d'une motopompe de débit 150 m<sup>3</sup>/h. Une convention est établie pour permettre à la société SBM de disposer des garanties de disponibilité de cette réserve.

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un système de détection automatique d'incendie équipant l'ensemble des locaux de production et techniques, avec alarme sonore et visuelle, reportée en toutes circonstances vers le gardien MAF, la direction SBM et une entreprise extérieure de surveillance/intervention.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection les caractéristiques de ce système de détection, et la justification de sa capacité à détecter un incendie de manière précoce.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- un système de détection-extinction automatique par gaz (CO<sub>2</sub>) dans l'armoire électrique «TTS » dite « Pickling » (cellule nord zone TTS), l'armoire électrique dégraissage-peinture («AD atelier » - Cellule sud), le local TGBT.

#### Constats :

L'exploitant indique qu'il ne dispose pas d'autre rapport de contrôle du poteau incendie communal que celui figurant dans la demande d'autorisation (rapport de contrôle du 22 février 2022 qui mentionne un débit de 96 m<sup>3</sup>/h à 1 bar pour l'hydrant n°153).

Par ailleurs l'inspection constate la présence d'un bassin de 260 m<sup>3</sup> au sud de l'emprise SBM disposant d'une aire de mise en aspiration. Ce bassin est équipé d'un flotteur qui permet une réalimentation. L'inspection constate que la végétation est importante autour du bassin.

Enfin, l'exploitant présente une convention établie avec le site MAF AGROBOTIC voisin pour l'utilisation d'une cuve d'eau aérienne de 300 m<sup>3</sup>, équipée de raccord pompier. La convention est datée du 1er août 2023 sans limite de durée. Les deux portails des deux sociétés peuvent être ouverts par le gardien qui est commun aux deux sites, ou par la société de gardiennage en son absence.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le rapport de contrôle du système de détection automatique d'incendie.

L'exploitant présente à l'inspection le rapport de contrôle des extincteurs du 14 juin 2024 (71 extincteurs contrôlés) par la société PSL, qui ne mentionne pas d'anomalies.

L'exploitant présente à l'inspection le rapport de contrôle des 16 RIA du 14 juin 2024 établi par la société PSL qui mentionne des observations. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis une attestation de cette société datée du 7 octobre 2024 qui indique que les observations mentionnées dans son rapport n'entraînent en aucun cas un défaut sur les

performances hydrauliques des RIA, que l'installation est fonctionnelle et conforme aux normes en vigueur. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection un rapport de contrôle du système de détection-extinction automatique par gaz (CO2) dans les armoires électrique. L'inspection a constaté dans l'entrepôt la présence de détecteurs incendie unitaires. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait de détecteurs de fumées. L'inspection a constaté la présence de sacs de sable fermés dans l'entrepôt, format peu opérationnel pour une utilisation rapide.
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de se rapprocher de la commune pour faire contrôler le débit du poteau incendie communal ;</li> <li>- d'entretenir les abords du bassin incendie ;</li> <li>- transmettre le rapport de contrôle du système de détection incendie ;</li> <li>- transmettre le rapport de contrôle du système de détection-extinction automatique par gaz (CO2) dans les armoires électrique ;</li> <li>- d'indiquer les mesures prévues pour prendre en compte les observations du rapport de contrôle des RIA;</li> <li>- d'améliorer les conditions de stockage du sable pour optimiser son utilisation.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Organisation incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2023, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant formalise son organisation incendie dans des procédures opérationnelles. Il s'assure de la formation périodique des opérateurs. Des exercices périodiques sont organisés (minimum deux par an) et faisant l'objet de comptes-rendus écrits.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'inspection les procédures incendie ainsi que le compte rendu du dernier exercice incendie du 1er octobre 2024.</p>

Il indique que 12 personnes sont formées pour l'utilisation des extincteurs et 4 personnes sont formées pour l'évacuation du personnel.

**Type de suites proposées :** Sans suite